

## Les enseignants de la voie professionnelle alertent sur le retard pris...

7-9 minutes

---

Le maintien d'un lien avec leurs élèves a été l'un des principaux objectifs des professeurs de la voie professionnelle lors des périodes d'enseignement à distance, rapportent leurs représentants auditionnés le 24 juin à l'Assemblée nationale. Ils font état des difficultés à concilier l'hybridation avec les spécificités des formations qu'ils dispensent et des publics concernés. Il convient selon eux de s'interroger sur la remise à niveau dont devraient bénéficier les élèves, aussi bien ceux toujours scolarisés que ceux diplômés cette session. Un retour d'expérience des professeurs est suggéré.



Les enseignants de la voie professionnelle souhaitent que soit

organisé, par l'administration, un retour d'expérience sur les modalités d'enseignement pendant la crise sanitaire afin de préparer un plan de continuité en cas de nouvelle crise. AEF -  
© Alexandra Caccivio

Maintenir le lien avec les élèves : c'est l'objectif que se sont donné les professeurs dans la voie professionnelle au cours des différentes périodes d'enseignement à distance, rapportent leurs représentants auditionnés le 24 juin 2021 par la mission d'information sur le cadre de l'enseignement hybride et à distance de l'Assemblée nationale ([lire sur AEF info](#)). Il était, en effet, particulièrement compliqué, poursuivent-ils, d'assurer des enseignements en ligne au regard de la situation sociale et scolaire de leurs élèves mais également des caractéristiques propres à la voie professionnelle. La continuité pédagogique s'est ainsi traduite par les moyens mis en place pour "continuer le lien avec nos élèves afin de pouvoir les récupérer et travailler en présentiel", illustre Jérôme Dammerey ([Snuep-FSU](#)).

"Nous avons vu toutes les limites du télé-enseignement concernant les cours d'enseignements généraux et ceux d'enseignements professionnels : il est très difficile de demander aux élèves de pratiquer les gestes professionnels", expose Pascal Vivier ([Snetaa-FO](#)). Il relève également une "limite dans le suivi des élèves". Ou encore dans leur travail en autonomie.

des difficultés amplifiées par la situation de jeunes plutôt défavorisés

Les difficultés ont été "amplifiées par la situation de nos jeunes de milieux sociaux plutôt défavorisés", reprend Jérôme Dammerey. Elles ont été matérielles, certains élèves ne disposant pas d'équipement informatique, de connexion ou

d'espace pour travailler au sein de leur domicile, résumant les représentants syndicaux. Ils pointent également le manque de formation de leurs confrères. Une situation qui a généré "une certaine souffrance au travail pour les enseignants, la sensation d'impossible déconnexion, la multiplication du temps de travail pour maintenir le lien", souligne Maxime Pedro Sanchez (Snetaa-FO).

Il ajoute "une autre dimension : les enseignants se sont parfois retrouvés dans les foyers des élèves" sans y avoir été préparés. Or, fait-il remarquer, la présence dans les établissements scolaires "permet d'aplanir les différences sociales". "L'école est un sanctuaire, il n'y a pas de nivellement entre les élèves qui laissent leurs problèmes dehors", abonde Jean-François Petit (CGT Educ'Action).

Pour Pascal Vivier, "les enseignements à distance n'ont pas vraiment eu lieu pendant le 2e confinement" tandis que "l'hybridation n'a pas marché". La voie professionnelle se caractérise par une "pédagogie par projet", avec le chef-d'œuvre ou la co-intervention, rappelle-t-il. Autant de modules qu'il apparaît compliqué d'assurer à distance.

### Des différences de niveaux

La demi-jauge a également suscité des problèmes aux yeux des organisations syndicales qui déplorent l'absence de consignes pour expliquer la façon de l'organiser. Cela a suscité des interprétations différentes d'un établissement à l'autre – notamment au regard de sa taille et de son offre de formations — et des difficultés pour les enseignants de savoir quand ils avaient cours.

Et là où l'organisation de la demi-jauge reposait sur la présence dans l'établissement une semaine sur deux, "des différences de

niveaux sont apparues au sein d'une même classe", indique Jean-François Petit. Il était par ailleurs "difficile de créer une dynamique de groupe".

Un an de retard accumulé

Dès lors, tous pointent une même question : "quelle remise à niveau" des élèves qui poursuivent leur scolarité ou ceux qui seront diplômés lors de l'actuelle session d'examens ? En effet, le Snetaa-FO par la voie de Maxime Pedro Sanchez, estime à un an le retard accumulé par les jeunes scolarisés ces deux dernières années. Dans ces circonstances, "comment les insérer", interroge-t-il.

"Il faut plus de temps, faire des effectifs réduits dans certains enseignements" et prévoir, éventuellement, la préparation du bac en 4 ans ou des périodes d'adaptation ensuite, préconise Jean-François Petit.

"Nous souhaitons des années de préparation post-bac pour donner les moyens à ces jeunes d'avoir le niveau d'être sur le marché du travail et d'envisager un emploi, pour poursuivre leurs études dans le supérieur", appuie Pascal Vivier. Il plaide pour le développement de classes passerelles, de mentions complémentaires. Or, pour l'heure, "rien n'est prévu" de façon supplémentaire pour ces jeunes, déplore-t-il. "Aujourd'hui, l'urgence est de savoir ce qu'on propose à ces élèves si ce n'est l'échec ou le vide", regrette-t-il.

avoir un retour d'expérience

À l'instar des chefs d'établissement ([lire sur AEF info](#)), les enseignants de la voie professionnelle mettent en garde contre la tentation de développer le recours à l'enseignement à distance. Si cela se pratique dans certaines formations suivies par des adultes notamment en reconversion, "les modalités ne

doivent pas être équivalentes selon les publics qui se préparent" à un diplôme, insiste Jérôme Dammerey. "Du côté de l'apprentissage, il peut être possible de basculer totalement en distance, mais ça n'est pas le cas pour l'enseignement pro en voie scolaire", complète-t-il.

De la même façon, ils ne sont pas demandeurs d'un nouveau cadre législatif. Les dispositions relatives au travail à distance dans la fonction publique, datant de 2016, conviennent à Maxime Pedro Sanchez. "Avant de penser évolution de l'enseignement à distance, il faut un retour d'expérience", plaide le représentant du Snetaa-FO. Cet échange doit "avoir lieu et de façon la plus large possible pour pouvoir faire face à toute situation de crise". Ce dialogue social, que l'organisation syndicale souhaite voir organisée dans les LP lors de journées banalisées ainsi qu'elle l'a demandé au MEN, "doit passer par la base au départ. Les évolutions sont toujours possibles quand on discute."

Une demande sur laquelle Axel Benoist (Snuep-FSU) rebondit pour faire remarquer que les professeurs ont été dans des situations où "ils n'apprenaient pas les informations par les canaux officiels, où il n'y avait pas d'anticipation du ministère, où il n'y avait pas de dialogue sur la façon de faire face aux difficultés". Il défend l'élaboration d'un "plan de continuité du service public de l'éducation".